Ubu roi, le Covid et la crise qui vient

jeudi 21 janvier 2021, par Denis COLLIN

Ubu roi, la mère et Ubu et tous les bras cassés qui les secondent l'ont décidé : état d'urgence prolongé jusqu'au 1er juin. La campagne de vaccination grâce à la « task force vaccination » (sic) se transforme en campagne de Russie version 1812. Plus personne ne voit la fin de cette crise où les décisions les plus contradictoires sont prises par des menteurs patentés qui revendiquent même leurs mensonges (Sibeth Ndiaye avait vendu la mèche, ainsi que Mme Buzyn). C'est un véritable délabrement de toutes les institutions qui se manifeste partout.

Ce qui restait de démocratie dans notre pays n'existe quasiment plus. Nous sommes depuis 2015, presque sans interruption, en régime d'état d'urgence. Si nous sortons un jour de cette épidémie de Covid, gageons que nous aurons droit à un « état d'urgence économique » pour permettre au gouvernement de faire la poche des pauvres afin de gaver encore plus la ploutocratie au pouvoir. Nous n'avons même plus de gouvernement à proprement parler puisque c'est un « conseil de défense » occulte qui décide de la vie de chacun de nous. Jour après jour, alors que le pays s'enfonce un peu plus dans le marasme, les mesures de restriction des libertés s'accumulent. À l'Élysée le fou qui se prend pour Napoléon fait semblant de contrôler encore la situation.

Le ministère de la Santé est en pleine décomposition. L'invraisemblable empilage de structures chargées de s'occuper de l'épidémie est surtout révélateur du parasitisme et de la corruption qui gangrènent l'État. Des prétendus médecins qui n'ont plus exercé depuis des décennies sont régulièrement agités sur les médias pour propager la peur : repentez-vous, vous allez tous mourir, répètent les Diafoirus au pouvoir (au pouvoir des gros entreprises de biotechnologie) et comme les médecins brocardés par Molière, ils ne connaissent qu'une recette, la saignée, non pas individuelle cette fois, mais sociale.

Les grosses entreprises américaines, Pfizer et Moderna, ont pré-vendu leur vaccin à des autorités européennes qui se sont empressées de les acheter alors même que les tests sont loin d'être terminés – en fait personne ne sait au juste ce que sera l'efficacité réelle de ce vaccin dont on ne sait même pas s'il bloquera la circulation du virus (selon les paroles même de l'inénarrable Véran). Et voilà que Pfizer est incapable de fournir : il suspend ses livraisons à l'Italie et annonce que les prochaines livraisons seront inférieures à ce qui était prévu. À part le gouvernement italien qui les traîne en justice, tout le monde s'incline. Les dirigeants de la commission de l'UE, UVL en tête, restent cois alors qu'ils s'étaient démenés par toutes sortes de manœuvres en coulisse pour forcer la main à l'agence européenne du médicament en vue d'obtenir la validation de ces nouvelles potions magiques.

En France, nous n'avons pas ces problèmes puisque nos génies de la « task force » ont mis en place un système parfaitement rôdé pour tout embrouiller et ralentir les opérations de vaccination. Comme en 40, nous avons les doses mais pas les seringues qui vont avec ! Véran-Gamelin a trouvé la solution : réviser la procédure de prise de rendez-vous… Mais rassurez-vous le gouvernement tergiverse pour nous refiler le vaccin Sanofi. Le problème, c'est que Sanofi à permis à ses actionnaires de se goinfrer de subventions publiques tout en fermant à tour de bras les laboratoires de recherche (encore 400 suppressions d'emplois annoncées) et que les procédures élémentaires ne sont plus respectées : une erreur de manipulations a permis que des réactifs avec trop impuretés ont été utilisés et le vaccin Sanofi a pris plusieurs mois de retard. Mais Sanofi est intouchable car Sanofi c'est Weinberg et Weinberg, ancien de l'écurie fabiusienne est le mentor de Macron.

Le vaccin, parlons-en. Il n'est pas question de rentrer dans des querelles absurdes agitées par des obscurantistes qui pensent que les aiguilles sont empoisonnées. Le complot des « illuminati » n'a pas décidé d'euthanasier la moitié de la planète et, au moins à un certain âge, le simple calcul des rapports

coût/bénéfice recommande la vaccination. Il y a dit-on des gens morts après avoir été vaccinés. Les autorités nous rassurent : ils ne sont pas morts du vaccin mais de « comorbidités ». Argument qui se peut entendre mais qui demanderait qu'on procède à une révision du nombre de morts réels en raison du virus. Ce que, bien sûr, les autorités s'empresseront de ne pas faire puisque les chiffres servent à faire peur et que, comme le disait déjà Spinoza, on gouverne les hommes par la crainte et par la superstition.

Le pire peut-être n'est pas là mais dans l'absence de toute opposition. Le PCF n'existe plus, Le PS est en état de profonde léthargie. LFI soutient la politique sanitaire du gouvernement et réclame même de temps en temps un peu plus de confinement. Le RN est aux abonnés absents, Marine Le Pen se contentant de voter les lois de Macron qui renforcent les pouvoirs de la police (mais c'est Macron devait faire « barrage à Le Pen »).Seuls quelques présidents de région ou des maires de grandes villes font de temps à autre entendre leur voix – ainsi Muselier, tout récemment. Après -9 % en 2020 et avec la même saignée en 2021, la seule chose qui occupe nos têtes pensantes, c'est 2022. Les élections départementales et régionales sont déjà fort compromises : aucun chef de parti ne s'en inquiète. La seule chose qui importe est de se préparer à faire le guignol au carnaval prévu en 2022 et dont seuls des aveugles volontaires peuvent être assurés qu'il se tiendra bien – Macron a pourtant prévu qu'il n'est pas sûr de pouvoir se représenter sans que cette petite phrase lourde de sous-entendus ait plus que ça interrogé nos grands analystes et nos grands chefs. Ainsi l'abattement et la résignation sont le sentiment dominant dans le peuple. Mais les « grands » le savent, tout cela pourrait se terminer assez mal. De quel côté ? Nul ne peut le dire. Mais les plus grandes crises sont devant, à brève échéance.